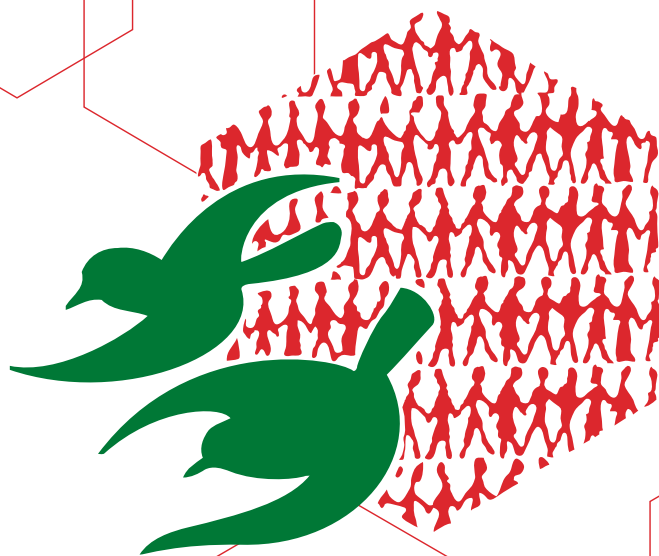


Croissance démographique et urbanisation

Politiques de peuplement et aménagement du territoire

Séminaire international de Rabat (15-17 mai 1990)



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE

AIDELF

Croissance urbaine « planifiée » en Roumanie communiste. Facteurs et résultats

Vasile GHETAU

Commission Nationale de la Statistique, Bucarest, Roumanie

Malgré les différences considérables qui existent au niveau international sur la définition du terme urbain, avec seulement 53 % de sa population vivant dans des zones urbaines, la Roumanie se situe parmi les pays européens les moins urbanisés. Selon les données de la Division de la Population des Nations Unies, seuls l'Albanie, le Portugal et la Turquie auraient, en Europe, un taux d'urbanisation plus faible (73 % pour l'Europe dans son ensemble et 64 % pour l'Europe de l'Est).

Existe-t-il des facteurs spécifiques à la Roumanie, typiques pour un genre déterminé d'urbanisation, qui pourraient expliquer cette situation ?

La réponse à cette question s'imposera d'elle-même à la fin d'une analyse sommaire, car basée sur un nombre limité de données adéquates.

L'examen de l'évolution du processus d'urbanisation en Roumanie durant les quatre dernières décennies met en lumière des différences importantes d'intensité de ce mouvement au long de cette période. Comme il s'agit des effets conjugués d'un nombre de facteurs endogènes (accroissement réel de la population urbaine par ses composantes : mouvement naturel et mouvement migratoire) mais aussi de facteurs exogènes, quelques précisions s'imposent à propos de ces derniers.

TABLEAU 1.- ROUMANIE. ÉVOLUTION DE LA POPULATION ET DE L'URBANISATION, 1930-1989

Année	Population totale (en milliers)	Taux d'urbanisation %	Période	Taux moyen annuel d'accroissement %	
				Ensemble de la population	Population urbaine
1930 (R)	14 280,7	20,1	1930-1948	0,60	1,10
1948 (R)	15 872,6	22,0	1948-1956	1,40	4,50
1956 (R)	17 489,5	27,1	1956-1966	0,90	2,75
1966 (R)	19 103,2	32,6	1966-1970	1,15	3,70
1970	20 252,5	36,9	1970-1975	0,95	2,25
1975	21 245,1	39,2	1975-1980	0,90	4,05
1980	22 201,4	45,8	1980-1985	0,50	2,25
1985	22 724,8	50,0	1985-1989	0,40	1,60
1989	23 151,6	53,2			
			1930-1948	0,60	1,10
			1948-1966	1,10	3,45
			1966-1980	1,00	3,35
			1980-1989	0,45	2,15

R = Recensement.

Sur la base du découpage temporel retenu dans le tableau 1, on est frappé par les taux particulièrement élevés d'accroissement de la population urbaine au cours des périodes 1948-1956 et 1975-1980. Dans une large mesure, l'explication tient à des facteurs d'ordre législatif. Au recensement de 1956, nombre de localités rurales ont reçu le statut urbain. Ceci explique la valeur très élevée du taux d'accroissement de 1948 à 1956. Des facteurs de nature semblable expliquent l'autre taux très élevé, celui de l'intervalle 1975-1980. A partir du recensement de 1977, on a défini la catégorie de *population stable* en prenant en considération, pour une localité, les personnes y ayant leur résidence permanente (le domicile) et les personnes ayant une résidence temporaire dans cette localité. De ce fait, la population des villes a augmenté considérablement après le recensement de 1977 et cela explique la valeur du taux d'accroissement de la population urbaine⁽¹⁾ au cours de la période 1975-1980.

Les effets de ces facteurs exogènes se retrouvent, même si l'on envisage des périodes beaucoup plus longues (cf. tableau 1) : 1948-1966 et 1966-1980. Mais il faut alors aussi tenir compte de l'apport particulièrement important de l'accroissement naturel. Le «baby-boom» d'après-guerre, dans le premier cas, l'accroissement spectaculaire de la natalité après la suppression brutale de la législation libérale sur l'avortement vers la fin de l'année 1966, dans le second cas.

En bref, en quatre décennies – de 1948 à 1989 – la proportion de population urbaine a été multipliée par 2,4. Approximativement, durant la même période, l'augmentation de la population urbaine de l'Europe a égalé 30 %. Mais la comparaison doit prendre en considération le niveau d'urbanisation déjà atteint en Europe autour de 1950 : 56 % (contre environ 25 % en Roumanie).

De 171 en 1956, le nombre des villes est passé à 237 en 1989. Même si l'on n'a pas, en Roumanie, de critères bien établis et stables pour définir la ville et donc les conditions du passage d'une localité rurale dans la catégorie des villes (effectif de population, proportion de population active non-agricole, infrastructures, etc.), les 60 villes nouvelles en 1989 jouissent cependant officiellement, légalement, du statut urbain.

La taille moyenne d'une ville est passée de 27 758 habitants en 1956 à 50 746 habitants en 1989 (soit une progression de 83 %), mais environ 80 % des villes se trouvent en dessous de cette valeur moyenne, aussi bien en 1956 qu'en 1989 (cf. annexe 1).

Les petites villes – moins de 20 000 habitants – représentaient, en 1956, 76 % de l'effectif des villes et regroupaient 28 % de la population urbaine totale, tandis qu'en 1989, les villes de cette même catégorie ne comptaient plus que pour 54 % dans le total et réunissaient à peine 12 % de la population urbaine.

L'examen de la distribution des villes selon la taille et le poids correspondant de la population en 1956 et en 1989 montre un déplacement vers les villes moyennes et grandes⁽²⁾, un mouvement qui doit être lié à la nature «juridique» des villes en Roumanie (plus qu'à une croissance réelle depuis 1966) et donc au manque d'entrées de nouvelles localités dans la catégorie des villes, entrées qui habituellement touchent les villes les

(1) La population urbaine est, dans cette communication, la population des villes.

(2) Les notions de «petite», «moyenne» et «grande» villes doivent être replacées dans le contexte national roumain.

plus petites. Cela peut expliquer comment la population des villes ayant de 100 000 à 400 000 habitants égale 41 % en 1989, contre seulement 18 % en 1956.

Ce regard sur les caractéristiques de l'urbanisation en Roumanie nous semble être indispensable pour une meilleure compréhension des composantes de la croissance urbaine.

Malheureusement, les données disponibles sur ce sujet sont limitées à la période 1980-1989. Certaines constatations valent cependant d'être signalées.

Entre 1980 et 1989, le nombre des villes est resté identique, mais la population urbaine a augmenté de 20 %. A concurrence des deux tiers, cette augmentation est déterminée par le solde migratoire. Est-ce là une proportion élevée ? Le manque de renseignements comparables pour d'autres pays interdit de porter un jugement de valeur sur la question. Mais, si l'on considère la politique restrictive de l'ancien régime en matière de changement de résidence permanente (domicile), notamment dans les grandes villes, on peut penser que la contribution de la composante migratoire est plus faible que dans d'autres pays et en retrait par rapport à sa valeur potentielle. La contribution de l'accroissement naturel est, dans ces conditions, importante (comparativement), plus importante, peut-être, que dans d'autres pays.

Les données de l'annexe 2 le mettent en évidence, l'apport de l'excédent migratoire augmente avec la taille des villes jusqu'à excéder 73 % dans les villes dont la population dépassait, au début de l'année 1980, 200 000 habitants (à comparer à une contribution de 63 % à l'accroissement urbain général).

Quant à la contribution de l'accroissement naturel, elle est de plus en plus faible dans les grandes villes, malgré une structure par âge favorable, par l'action d'une fécondité en baisse. Les taux sont significatifs à cet égard.

Les mesures abusives, prises par la dictature, pour le contrôle strict des changements de domicile dans les grandes villes, les villes « fermées » (cf. annexe 3), ont eu un double effet : elles ont freiné l'accroissement de la population de ces villes de 1980 à 1989, la population n'a augmenté que de 16 %, à comparer à un accroissement urbain général de 20 % et, d'autre part, elles ont influencé le rapport entre les deux composantes. La contribution de l'excédent migratoire est d'environ 75 % dans les 14 villes « fermées » et de 63 % dans l'ensemble des villes.

L'évolution de la population de la ville de Bucarest, la capitale du pays, met en évidence quelques aspects intéressants.

TABLEAU 2.- ROUMANIE. VILLE DE BUCAREST. ÉVOLUTION DE LA POPULATION, 1930-1989

Année	Population	Période	Taux moyen annuel d'accroissement %
1930	663,7	1930-1948	2,7
1948	1 066,8	1948-1956	1,5
1956	1 177,7	1956-1966	1,5
1966	1 366,7	(1948-1966)	1,5
1980	1 846,8	1966-1980	2,0
1989	2 032,5	1980-1989	1,1

L'accroissement de la population de Bucarest a été inférieur à celui de l'ensemble de la population urbaine du pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En moyenne, il a été 2 à 3 fois plus faible. Conséquemment, le poids de la population de Bucarest dans l'ensemble de la population urbaine est tombé de 25 % en 1956 à 17 % en 1989.

La ville de Bucarest était elle aussi « fermée ». Les dispositions concernant l'entrée dans la ville étaient même plus sévères que dans les 13 autres villes « fermées ». Le taux moyen annuel d'excédent migratoire a seulement égalé 9 p. 1000 de 1980 à 1989, contre 15 à 17 p. 1000 dans les villes de 50000 à 400000 habitants. D'autre part, le contrôle de la fécondité étant très efficace, la contribution de l'accroissement naturel a été très faible : il n'a atteint que 2 p. 1000 par an.

Le lecteur pourra tirer d'autres conclusions des données présentées dans cette communication.

Comme dans le cas de la fécondité, le régime totalitaire a imposé une politique de contrôle de l'accroissement de la population urbaine par immigration. Alors qu'avant les années 1960, l'exode rural était encouragé (le processus d'industrialisation forcée de type soviétique l'exigeant) et favorisé par la coopérativisation de l'agriculture (selon le même modèle importé) et l'apparition d'une disponibilité de main d'œuvre dans les campagnes, après les années 1960, une politique différente a été adoptée. Le vieillissement et la féminisation de la population rurale par suite d'un exode sélectif vers les villes, le manque d'intérêt pour le travail dans les coopératives agricoles, ainsi que la crise des logements dans les villes, notamment dans les grandes villes, ont abouti à l'adoption de la politique des villes « fermées ». Il faut ici souligner que les mesures visant à réduire, sinon à empêcher, l'accroissement de la population des grandes villes ont été appliquées, dans les dernières années, pratiquement dans toutes les capitales des départements. On mesure là l'incapacité de la dictature totalitaire à résoudre les problèmes économiques et sociaux du pays. La politique en matière de migration doit être replacée dans le contexte général de l'évolution de la société roumaine sous l'ancien régime et elle a eu de nombreuses conséquences négatives aux plans démographique, économique et social. La politique d'urbanisation a été brutale, basée sur des mesures coercitives et caractérisée par le non-respect des droits fondamentaux de l'homme.

ANNEXE 1.- ROUMANIE. NOMBRE DE VILLES ET POPULATION DES VILLES SELON LA TAILLE EN 1956, 1966, 1980 ET 1989

Taille des villes (habitants)	Nombre des villes				Population des villes : nombre d'habitants (en milliers)								(en pour cent)			
	1956		1966		1980		1989		1956		1966		1980		1989	
	1956	1966	1956	1966	1980	1989	1956	1966	1980	1989	1956	1966	1980	1989		
Eensemble	171	236	236	236	237	237	4 746,7	6 743,9	10 028,4	12 026,8	100,0	100,0	100,0	100,0		
moins de 5 000	20	19	14	12	12	12	71,0	69,1	54,2	44,6	1,5	1,0	0,5	0,4		
de 5 000 à 9 999	50	76	55	45	45	45	372,4	567,4	423,5	360,1	7,8	8,4	4,2	3,0		
de 10 000 à 19 999	60	76	72	71	71	71	877,6	1 083,9	1 018,2	1 011,5	18,5	16,1	10,2	8,4		
de 20 000 à 49 999	25	43	55	61	61	61	737,6	1 272,8	1 669,5	1 888,0	15,5	18,9	16,7	15,7		
de 50 000 à 99 999	8	9	21	23	23	23	653,1	601,5	1 439,7	1 703,5	13,8	8,9	14,4	14,2		
de 100 000 à 199 999	7	12	9	14	14	14	857,3	1 782,5	1 267,3	1 979,0	18,1	26,4	12,6	16,4		
de 200 000 à 299 999	-	-	8	4	4	4	-	-	2 008,9	1 008,3	-	-	20,0	8,4		
de 300 000 à 399 999	-	-	1	1	6	6	-	-	300,3	1 999,3	-	-	3,0	16,6		
400 000 et plus*	1	1	1	1	1	1	1 177,7	1 366,7	1 846,8	2 032,5	24,8	20,3	18,4	16,9		

* Ville de Bucarest.

Notes : pour 1956 et 1966 : données de recensement ;
pour 1980 et 1989 : données au 1^{er} janvier.

ANNEXE 2.- ROUMANIE. COMPOSANTES DE LA CROISSANCE URBAINE, DE 1980 À 1989, SELON LA TAILLE DES VILLES AU 1^{ER} JAN-
VIER 1980

Taille des villes (au 1er janvier 1980)	Population au 1er janvier (en milliers) 1980 1989	Accroissement urbain de 1980 à 1989 (en milliers) pour cent)	(en milliers) Excédent naturel migratoire	Composantes de l'accroissement urbain			pour 1 000 habitants/an Total Excédent naturel migratoire			
				Total	(en pour cent) Excédent naturel migratoire	Excédent naturel migratoire				
Ensemble	10 028,4	1 998,4	746,5	1 251,9	100,0	37,4	62,6	20,1	7,5	12,6
moins de 5 000	54,2	1,4	2,8	-1,4	100,0	-	-	1,9	5,5	-3,6
de 5 000 à 9 999	423,5	68,3	36,7	31,6	100,0	53,7	46,3	16,6	9,0	7,6
de 10 000 à 19 999	1 018,2	192,7	109,4	83,3	100,0	56,8	43,2	19,2	10,9	8,3
de 20 000 à 49 999	1 669,5	354,9	162,4	192,5	100,0	45,8	54,2	21,3	9,7	11,6
de 50 000 à 99 999	1 439,7	441,7	184,1	257,6	100,0	41,7	58,3	29,5	12,3	17,2
de 100 000 à 199 999	1 267,3	278,8	95,1	183,7	100,0	34,1	65,9	22,0	7,5	14,5
de 200 000 à 299 999	2 008,9	415,5	108,7	306,8	100,0	26,2	73,8	20,9	5,5	15,4
de 300 000 à 399 999	300,3	59,4	15,9	43,5	100,0	26,8	73,2	20,0	5,5	14,5
400 000 et plus*	1 846,8	185,7	31,4	154,3	100,0	16,9	83,1	9,4	1,8	8,8

* Ville de Bucarest.

ANNEXE 3.- ROUMANIE. COMPOSANTES DE L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION DES 14 VILLES «FERMEES» 1980-1989

Ville	Population au 1er janvier		Accroissement de la population 1980-1989 (absolu) (en pour cent)	Composantes de l'accroissement					
	1980	1989		(en pour cent)		(pour 1 000 habitants/an)		Total	
				Total	Excédent naturel	Excédent migratoire	Total	Excédent naturel	Excédent migratoire
Tirgu Mures	131 771	164 004	32 233	100,0	25,6	74,4	24,2	6,2	18,0
Pitesti	137 562	162 284	24 722	100,0	38,2	61,8	18,3	7,0	11,3
Sibiu	158 976	184 564	25 588	100,0	28,6	71,4	16,5	4,7	11,8
Arad	176 205	191 743	15 538	100,0	3,1	96,9	9,4	0,3	9,1
Ploiesti	209 207	246 395	37 188	100,0	30,1	69,9	18,2	5,5	12,7
Braila	210 760	242 957	32 197	100,0	33,6	66,4	15,8	5,3	10,5
Craiova	223 829	295 458	71 629	100,0	21,9	78,1	30,6	6,7	23,9
Galati	256 576	314 845	58 269	100,0	29,4	70,6	22,7	6,7	16,0
Iasi	266 245	331 756	65 511	100,0	34,5	65,5	24,3	8,4	15,9
Constanta	278 433	335 514	57 081	100,0	26,6	73,4	20,7	5,5	15,2
Cluj-Napoca	279 053	318 147	39 094	100,0	26,4	73,6	14,5	3,8	10,7
Timisoara	284 834	339 328	54 494	100,0	10,5	89,5	19,4	2,0	17,4
Brasov	300 296	359 699	59 403	100,0	26,8	73,2	20,0	5,4	14,6
Bucarest	1 846 770	2 032 463	185 693	100,0	16,9	83,1	10,6	1,8	8,8
Ensemble	4 760 517	5 519 157	758 640	100,0	23,9	76,1	16,4	3,9	12,5